

Questions orales

L'hon. André Ouellet (ministre de la Consommation et des Corporations et ministre des Postes): Madame le Président, je dirai d'abord qu'en effet l'enquête sur l'industrie du pétrole est terminée et que le rapport sera renvoyé à la Commission d'enquête sur les pratiques restrictives du commerce. Le président émettra un communiqué de presse dans ce sens demain. Il m'a précisé que des exemplaires du rapport seront rendus publics d'ici 4 heures demain après-midi. Il m'a en outre confirmé par lettre, aujourd'hui, qu'il compte mener une enquête publique aux termes de l'article 27 de la loi.

* * *

L'ÉCONOMIE

LES RÉPERCUSSIONS DU BUDGET D'OCTOBRE

L'hon. Sinclair Stevens (York-Peel): Madame le Président, ma question s'adresse aussi au ministre des Finances. Je me demandais si, quand il défend son budget du mois d'octobre dernier, le ministre sait que les capitaux des gens avisés émigrent de plus en plus vers le sud, aux États-Unis, ce qui a fait tomber le dollar de 2c. et monter en flèche les taux d'intérêt depuis le dépôt du budget. Les émissions canadiennes, pour ne parler que de celles-là, rapportent 14 p. 100. La société Trans-Canada Pipeline a même dû emprunter de l'argent à 16 p. 100.

● (1440)

Si le ministre est au courant de cette situation, pourrait-il nous dire s'il prévoyait que son budget aurait de telles répercussions quand il l'a présenté le 28 octobre? Si oui, pourquoi n'a-t-il pas mis les Canadiens en garde contre les conséquences que cette initiative malheureuse allait avoir?

Des voix: Bravo!**M. Crosbie:** Vous avez l'air morose, Allan.

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, l'honorable représentant trouve que j'ai l'air morose. S'il se regardait tous les jours d'ici, il trouverait certainement aussi qu'il n'a pas bonne mine non plus. C'est pourquoi j'essaie d'éviter de lui regarder la mine.

Honnêtement, je me suis efforcé de tenir compte, dans le budget, d'autant de facteurs que possible. En le regardant rétrospectivement je me dis que je ne modifierais pas vraiment aucune des décisions que nous avons prises, parce que, si j'en crois la reprise de l'activité commerciale, au cours du quatrième trimestre, qui a été une des meilleures qu'on n'ait jamais vues, la réaction de l'économie à ce budget a été plutôt favorable...

Des voix: Bravo!

M. MacEachen: ... au cours du quatrième trimestre de 1980, la croissance réelle ayant dépassé 8 p. 100. Les chiffres sur les intentions d'investissement en 1981 qui ont été rendus publics hier, indiquent que la tendance dans ce domaine devrait être plus forte qu'en 1980.

Compte tenu des ces résultats très positifs...

Une voix: Et l'embauche?

M. MacEachen: ... le député devrait me dire: «Continuez donc sur cette bonne voie.»

Des voix: Bravo!

LES TAUX D'INTÉRÊT

L'hon. Sinclair Stevens (York-Peel): Libre au ministre des Finances de persévérer dans cette voie; mais qu'il démissionne à ce moment-là.

Des voix: Bravo!

M. Stevens: C'est vraiment incroyable que le ministre des Finances ose se vanter devant la Chambre d'un taux de croissance réel de l'économie canadienne l'an dernier d'un dixième de un pour cent.

M. Crosbie: Quelle honte!

M. Stevens: Le ministre des Finances voudrait-il bien répondre à la question suivante? Lui qui se vante de son budget et des effets de ce dernier, a-t-il aussi l'intention de se vanter de la situation actuelle en matière de taux d'intérêt, situation dont les chefs d'entreprise et les consommateurs canadiens d'un bout à l'autre du Canada ont à souffrir? Les taux d'intérêt ont progressé d'au moins 2 p. 100 à cause de ses mesures budgétaires mal pensées.

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Le député veut que je démissionne. Je tiens à lui signaler qu'une telle attitude n'est pas dans la tradition du libéralisme canadien.

Des voix: Bravo!**Une voix:** Dommage!

M. MacEachen: Le député sait parfaitement pourquoi les taux d'intérêt sont si élevés au Canada. Le ministre a fait savoir à la Chambre il y a plusieurs semaines les perspectives qui s'offraient au gouvernement et au gouverneur de la Banque du Canada en raison des taux d'intérêt élevés aux États-Unis. C'est là la raison des taux d'intérêt élevés chez nous.

Le gouverneur de la Banque du Canada a affirmé que le Canada n'avait pas besoin de fixer des taux d'intérêt élevés pour contrôler le flux monétaire. C'est essentiellement sous la pression des taux d'intérêt élevés à l'étranger que nous avons été obligés de fixer nous-mêmes des taux d'intérêt élevés.